



ENSEMBLE, POUR NOS REVENDICATIONS

SOLIDARITE AVEC L'OUTRE-MER

Le puissant mouvement en cours contre la vie chère qui se développe aux Antilles, avec un vaste rassemblement des forces sociales politiques et culturelles en Guadeloupe (LKP), en Martinique (collectif du 5 février) a des contenus revendicatifs qui concerne l'ensemble des peuples d'outre-mer, mais aussi dans une autre proportion la population de l'hexagone sur le pouvoir d'achat, l'emploi, le logement, le contrôle des prix...

L'exigence en outre-mer comme dans l'hexagone d'une augmentation des salaires se heurte au refus du Gouvernement et du patronat sur un nouveau partage des richesses pourtant indispensable avec la volonté de faire payer la crise par tous, tout en continuant d'engranger les profits de la défiscalisation, des exonérations, des subventions nationales et européennes.

Au-delà, les grévistes et manifestants des Antilles veulent une véritable rupture politique et économique en réclamant un véritable contrôle public sur les importateurs distributeurs qu'ils dénoncent comme des « profiteurs » d'un dispositif dont le monopole conduit à des marges sur les produits de consommation de bases considérables (ex. : les pâtes + 97 %).

A juste titre, ils veulent mettre un terme à des économies locales de dépendance, de sous-développement, faisant comme ils l'expriment des « colonies de consommation ». A cet égard, le combat qu'ils mènent se porte sur des intérêts communs avec les salariés et retraités de l'hexagone.

Depuis longtemps en Outre-Mer, le sentiment d'injustice, la colère, sont présents avec les conditions d'existence précaire, parfois misérables, la souffrance identitaire, le maintien d'un carcan colonial et le pouvoir des oligarchies locales, des taux records de chômage et la contrainte de l'exile à chaque génération, la persistance des discriminations.

Les crises successives du capitalisme, des carburants, l'agroalimentaire et l'explosion de la bulle financière internationale ont considérablement amplifié les effets spéculatifs sur les économies locales et les difficultés pour vivre des populations, par une hausse exorbitante de prix injustifiée. Ceci a mis en évidence l'insuffisance notoire et dénoncée des salaires, pensions et minima sociaux.

Plus fondamentalement, est mis a nu le système de tutelle politique et de mains mise sur les économies locales d'une poignée de possédants, de spéculateurs, notamment dans la distribution.

Le choix du pouvoir politique est celui du pourrissement de la situation et de la répression. Il sait que son refus des engagements pourtant pris en Guadeloupe devant tous les acteurs, conduit à une radicalisation, notamment chez les jeunes qui n'ont plus de perspectives (+ 55 % des chômeurs).

La piste est ouverte à la violence d'éléments incontrôlés qui justifie ensuite l'intervention musclée des forces de sécurité.

Le comportement du gouvernement est significatif d'une volonté de ne pas modifier en profondeur et durablement le système. Rien ne doit contrarier les pouvoirs et profits des possédants locaux. Dans la perspective d'une relance économique libérale, strictement soumise aux règles du marché concurrentiel et de la mondialisation – les richesses des Régions Ultra Périphériques de l'Europe (RUP) aiguissent des appétits et il n'est pas question que les populations d'outre-mer récupèrent ce qui leur est dû et se dotent des moyens du développement des territoires.

La bataille engagée en outre mer est celle de la dignité, de la reconnaissance d'une pleine citoyenneté, pour tourner enfin la page de l'ère post-coloniale.

L'heure est venue d'instaurer une véritable autonomie politique de décision et de gestion, que la France assure aux îles des investissements de haut niveau pour des infrastructures de pointe afin de les rendre compétitives sur les marchés et besoins de leurs secteurs géographiques.

Les originaires de l'hexagone suivent de très près les actions actuelles en outre-mer, parfois avec inquiétudes pour leurs parents – le soutien est quasi-unanime et le besoin de solidarité, naturel, s'exprime – la meilleure façon d'aider nos familles, nos camarades en lutte est que nous agissions massivement, ensemble et ici, sur nos propres revendications en matière de salaire, d'emploi, de défense de secteur public et de nos droits statutaires (ex : congé bonifié, primes de vie chère...).

Le rappel en métropole d'Yves JEGO et la déclaration de FILLON démontrent que le Gouvernement n'entend lâcher ni en outre-mer ni dans l'hexagone sur sa politique de régression du pouvoir d'achat, et du transfert des coûts sur le monde du travail, les retraités, les plus démunis.

En conséquence, le collectif inter fonction publique des originaires d'outre-mer CGT, solidaire des grévistes, des populations d'outre-mer, demande aux organisations et militants de développer l'information sur le mouvement en cours auprès de leurs collègues, dans les lieux de travail –

Manifestons notre soutien par le dépôt de motion auprès des employeurs et du ministère de l'outre-mer avec le rappel de nos revendications.

Déjà les affrontements produisent arrestations, blessés et hélas la mort d'un de nos camarades de la CGT.

L'expression massive de notre solidarité dans l'hexagone est indispensable pour imposer la reprise de négociations au Gouvernement et au patronat et la satisfaction de revendication.

Pour ce faire une réunion confédérale a lieu ce soir qui détermine cette action.

Mercredi 18 février 2009